



Académie des sciences d'outre-mer

*Les recensions de l'Académie*¹

De la Grande Guerre au Grand Liban, 1914-1920 / sous la direction de Carole H. Dagher et de Myra Prince éd. Geuthner, 2015 cote : 60.499

Voici un ouvrage fondamental qui permet de comprendre comment et dans quelles conditions le Liban, si souvent cité dans les littératures « moyen orientales » depuis les origines de l'Histoire et néanmoins maintenu pendant des millénaires dans la dépendance d'empires ou de royaumes a, le 1^{er} septembre 1920, au lendemain de la Grande Guerre, accédé au statut d'Etat au terme de la période la plus douloureuse de son histoire.

Cet ouvrage rassemble les actes d'un Colloque organisé à Paris du 12 au 20 novembre 2014 par l'Association des amis de la Bibliothèque orientale à l'initiative de sa présidente, Carole Dagher, sur le thème « La Grande Guerre et le Liban » : quinze contributions en dehors de l'introduction et de la conclusion ; quinze contributions d'une rare érudition écrites avec le souci de revivre la période de l'intérieur, avec ses longues années d'horreur et sa journée de gloire.

Dans son introduction, « A l'origine de la proclamation de l'Etat du Grand Liban », Carole Dagher définit en une phrase la raison d'être du Colloque er, par là, de l'ouvrage : « pour le Liban, la Grande Guerre fut ce point névralgique où le pays oscilla entre disparition et survie ».

Les exposés peuvent être regroupés autour de quatre thèmes : la grande famine, l'aide de la France, la recomposition des territoires libérés de la domination ottomane et l'accord Sykes-Picot, la situation privilégiée de la langue et de la culture françaises.

*La grande famine*²

Plusieurs facteurs ont concouru à la famine qui s'est abattue dès 1914 sur le Liban : la mauvaise récolte du début de la guerre, les nuées de sauterelles qui ne laissaient rien sur leur passage, le blocus des côtes turques organisé par les Alliés, les épidémies de typhus et de choléra, mais surtout la politique délibérée du gouvernement ottoman qui d'un côté réquisitionne les stocks de céréales et de l'autre interdit l'introduction de graines dans le Mont Liban ; qui confisque chevaux et ânes privant les paysans de moyens de transport ; qui réserve à ses soldats la totalité des denrées vivrières. Ce qui ressemble fort à un projet d'extermination de la population libanaise, surtout dans le Nord, est fondé sur le raisonnement suivant, tenu parfois sans ambiguïté par des personnalités turques : « Dans les



¹ Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](#) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](#). Basé(e) sur une œuvre à [www.academieoutremer.fr](#).

² cf. Hikma Beyhum, Christian Lohéac, Youssef Mouawad, Christian Taoutel... 2



Académie des sciences d'outre-mer

dernières années vous n'avez pas caché votre sympathie pour la France et aujourd'hui encore nous voyons bien que vous penchez de ce côté ; vous êtes donc avec le camp ennemi ». Le proconsul et bourreau du Liban, celui qui a fait pendre les Martyrs du 6 mai, Jamal Pacha, s'est défendu d'avoir tenu ce raisonnement et d'avoir conçu un projet d'extermination de la population du Mont Liban mais un tiers des Libanais a bel et bien péri selon l'évaluation du Patriarche Hayek. Les méfaits de la politique ottomane ont été, il est vrai, aggravés par le blocus des Alliés qui s'étendait à l'ensemble des côtes turques. L'Angleterre était très attachée à cet embargo qui, par exemple, a empêché deux navires d'approvisionnement venus des Amériques de débarquer leur chargement. Une initiative française a été considérée comme désastreuse par les Libanais : avant de quitter Beyrouth, le Consul de France, François Georges-Picot, a déposé ses archives chez son collègue américain, alors neutre. Or l'armée ottomane n'a pas hésité à pénétrer dans le Consulat américain, à saisir les archives françaises et à trouver le courrier de Libanais amis de la France dont un certain nombre ont été exécutés.

L'aide de la France³

Dans les années qui ont précédé la guerre les liens entre la France et le Liban s'étaient resserrés dans tous les domaines si bien que, la famine venue, une aide française paraissait aller de soi. En fait, malgré les efforts de personnalités françaises et libanaises, la famine n'a pas pendant longtemps été suffisamment connue. Les religieux, en majorité français, appartenant aux deux ordres établis au Liban depuis longtemps, les Lazaristes et les Jésuites, s'employaient, avec difficulté, à faire connaître la tragédie à leurs frères de France (et, sur place, à soutenir les affamés). L'ambassadeur de France au Caire, DeFrance, tenu au courant par la colonie libanaise locale, envoyait des télégrammes alarmants au Quai d'Orsay. Il organisera d'ailleurs en mai 1916 une souscription à laquelle il persuadera son gouvernement de contribuer au niveau de 50.000 francs. La diaspora libanaise s'agitait en France et aussi en Egypte, en Amérique du Sud et aux Etats Unis. Le Comité d'Action pour la Syrie récemment créé à Paris et animé par des personnalités politiques comme Georges Leygues et Etienne Flandin se dépensera pour pousser le gouvernement à soutenir les affamés du Liban. L'armée, bien placée pour connaître la situation, communiquait des informations aux autorités civiles. De leur côté les Ottomans se démenaient pour accréditer la thèse selon laquelle la famine était due aux seuls éléments naturels : sécheresse, invasion de criquets, maladies, mauvaises récoltes. Et puis la France se battait elle-même pour son existence, les combats se déroulant sur son sol.

Les premières initiatives concrètes sur place ont été prises à l'automne 1915 par l'armée qui a jeté les bases d'un réseau d'aides à partir de la minuscule île de Rouad située en face du port de Tartous dont le commandant lance des séries d'opérations ponctuelles de secours. Au printemps 1916, les initiatives, toujours modestes, se succèdent. Le patriarche maronite Hayek fait alors à la France une proposition étrange : l'Eglise maronite hypothèque tous ses biens pour obtenir de Paris une ligne de crédit d'un million de livres... et la demande est agréée (Clémenceau annulera la dette à la fin de la guerre) En octobre 1918 tout change : la France qui a autorité sur le littoral syrien et la Montagne prend en main le sauvetage du Liban : des convois de denrées alimentaires sont acheminés de Port Saïd, d'Alexandrette,

³ cf Yann Bouyrat, Christian Taoutel, Youssef Mouawad



Académie des sciences d'outre-mer

d'Afrique du Nord. Un plan de répartition est mis au point pour l'acheminement des produits dans l'ensemble de la Montagne. Avec l'aide des missionnaires, des orphelinats sont improvisés pour des milliers d'enfants perdus. La France n'aura, ni en temps, ni en efficacité fait ce que l'on aurait attendu d'elle en 1914 mais assurera seule la restauration du pays.

La recomposition politique au Levant⁴

Dés 1916 les Chancelleries s'agitent autour du sort des provinces arabes de l'Empire ottoman après la défaite attendue de la Turquie. Sous des formes différentes et le plus souvent en secret, Français et Anglais mènent des actions diplomatiques et concluent des accords souvent contradictoires, sources d'espoirs et de déceptions pour les populations intéressées, source de désordre en tout cas.

Le principal accusé dans le procès qui est fait aux Puissances dans cette période est un échange de lettres entre le Français François Georges-Picot et le Britannique Mark Sykes, confirmé par un autre échange de lettres entre Edward Grey pour le Foreign Office et Paul Cambon, ambassadeur à Londres, pour le gouvernement français, l'ensemble étant appelé « Accord Sykes Picot », qui définit, entre autres, les « zones d'influence » des deux pays sur le Proche et le Moyen Orient libérés du joug turc.

Parallèlement à ce texte, l'Angleterre promet au chérif Hussein de la Mecque la création à son profit d'un vaste royaume arabe couvrant toute la région sauf les vilayets (circonscriptions) d'Alep et de Beyrouth. Peu après, comme pour bien accroître le désordre, la même Angleterre lance la Déclaration Balfour qui annonce un appui à la création en Palestine d'un « Foyer national » juif. Pour compliquer encore le jeu, Clémenceau, seul, en pleine Conférence de la Paix, signe avec l'Emir Fayçal, fils d'Hussein, un accord qui laisse penser à ce dernier qu'il va être reconnu roi de la région. A cette même Conférence de la Paix sont présentes trois délégations libanaises dont l'une est présidée par le Patriarche Hayek que Clémenceau rassure par une lettre où il évoque « les limites dans lesquelles s'exercera cette indépendance » (des Libanais).

Finalement le Proche Moyen Orient sera découpé dans l'esprit de l'accord Sykes-Picot adapté à chaque région. De tous ces épisodes de confusion diplomatique et de manœuvres secrètes il restera pour les populations une grande amertume dont elles attribueront la cause à ce seul et même accord. Cent ans plus tard il en reste des traces... et pourtant les accords ont jeté les bases des Etats actuels...

La situation privilégiée de la langue et de la culture française⁵

A la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième, les liens de tout ordre entre la France et le Liban sous domination ottomane s'étaient renforcés à un niveau que l'on ne peut imaginer aujourd'hui au point que le poète et dramaturge Chogri Ganem avait pu, dans une conférence à Paris, parler de son pays comme d'un « vrai petit coin de France ». A partir

⁴ cf Gérard D Khoury, Karim Emile Bitar, Samir Khairallah, Joseph Maïla, Aïda Zahar

⁵ cf Daniel Lançon, Zeina Toutounji-Gavard



Académie des sciences d'outre-mer

de 1905 cette évolution se traduit par une floraison d'œuvres libanaises en français, en France, au Liban et dans la puissante colonie libanaise d'Égypte. Le témoignage le plus éclatant de cette production littéraire fut le succès extraordinaire du drame « Antar », de ce même Chocri Ganem, joué à l'Odéon en février 1910, objet de commentaires flatteurs dans toute la critique parisienne. D'autres pièces de théâtre en français sont jouées en France et en Égypte. Les recueils de poèmes, souvent patriotiques, se multiplient. Les futurs grands de la littérature et de la politique au Liban, comme Charles Corm, Michel Chiha, Jacques Tabet, Hector Klat, entament leur œuvre. Des revues en français, souvent fugaces, voient le jour. Avec le Mandat la littérature en français se développera suffisamment pour que s'ouvrent à Beyrouth et se développent des librairies vouées aux œuvres en français et la vie quotidienne dans tout le Liban sera imprégnée, à des degrés divers, par la langue française^{6, 7}.

La conclusion de Myra Prince définit l'objectif de ce bel ouvrage : réfléchir et transmettre. Réfléchir au déni collectif qui a occulté⁸ la grande famine et ce qui l'entourait. Réfléchir à la marque laissée par la catastrophe sur une nation naissante. Transmettre le fruit de cette réflexion aux générations successives et nourrir leur mémoire⁹.

Paul Blanc

⁶ cf Daniel Lançon, Zeina Toutounji-Gavard

⁷ On doit rappeler qu'en 1914 dans l'Empire ottoman le français occupait la première place parmi les langues étrangères. La moitié des effectifs d'élèves étrangers se trouvaient dans des écoles françaises. cf. Jacques Thobie

⁸ Après la création de l'État du Liban, dans le désir de servir l'unité du pays, les dirigeants, chrétiens comme musulmans, ont occulté les horreurs de la famine cf Youssef Mouawad

⁹ cf Jean-Marc Fevret, Aïda Kanafani-Zahar